



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

## DECLARATION FSU

CSAD 59 – 24 janvier 2023

Nous remercions en premier lieu les services de la DSDEN pour les documents fournis avec les dotations et les effectifs des collèges et SEGPA du Nord, dans des formats éditables. Nous regrettons néanmoins, que nos demandes de documents supplémentaires lors du GT, comme le nombre de groupes de niveau financés par établissement, n'aient pas été satisfaites à ce jour. Ce manque de transparence, couplé à des modalités de calcul complexes, contribue à accroître la défiance envers l'institution dans les établissements. De plus en plus de personnels se sentent méprisés à travers les pratiques et décisions des différents ministres de l'éducation nationale depuis 7 ans. Tous se demandent quand cela va-t-il s'arrêter, quand cette maltraitance institutionnelle va-t-elle cesser ? Il faudrait pour cela les écouter et cesser de leur imposer des dispositifs « hors-sol » qui ne cessent de dégrader leurs conditions de travail et les conditions d'apprentissage des élèves dans les écoles, lycées et collèges publics.

Trois ministres de l'éducation nationale en moins de deux ans avec, à chaque fois, des annonces hors-sol et contestables sorties du chapeau, ou dictées par un Président qui se prend pour le locataire de la rue de Grenelle depuis 7 ans ; qu'ont fait les personnels de l'éducation pour mériter cela ? Depuis, le début de l'année scolaire, les annonces se succèdent à un rythme effréné. Mardi 16 janvier encore, les personnels ont découvert, à l'occasion de la conférence de presse du Président de la République, de nouvelles mesures pour la rentrée prochaine. Se cumulent-elles ou se substituent-elles à celles déjà inscrites dans le « choc des savoirs » du 5 décembre ? Et que dire des premiers propos de la nouvelle ministre de l'Éducation nationale, si ce n'est lui décerner la médaille d'or du mépris pour l'école publique et ses personnels. Non seulement, l'éducation nationale ne semble pas être un sujet suffisamment important pour mériter un ministre entièrement consacré à ses questions, mais par-dessus tout, nous avons le droit dorénavant à du prof-bashing de la part de notre propre institution. C'est donc une grande colère qu'a semée Mme Oudéa-Castera, le jour même de sa prise de fonction.

Cela suffit ! Les personnels doivent être respectés et protégés, l'école ne peut pas être bassement instrumentalisée, ballottée au gré des agendas politiques des uns et des autres. Le Président Macron et les ministres sont très forts pour annoncer des changements clinquants à l'opinion publique afin de donner l'illusion qu'ils agissent pour le bien de tous les élèves. La réalité du terrain est tout autre, les solutions proposées sont aux antipodes des besoins des personnels et des établissements, et elles ne répondent surtout en rien aux difficultés que rencontrent les élèves dans les apprentissages. Souvenons-nous, il y a un an, à la même époque, de la suppression de la technologie sortie de nulle part par le ministre Ndiaye pour financer un nouveau dispositif de soutien, présenté comme indispensable pour les élèves de 6<sup>ème</sup>. Les personnels et toutes les organisations syndicales ont dénoncé cette suppression, sur la forme comme sur le fond. Un joli coup en deux bandes pour le ministère : à la rentrée 2023, la technologie est supprimée en 6<sup>ème</sup> au profit d'une heure de soutien-approfondissement présentée comme indispensable par le Ministre Ndiaye. A la Rentrée 2024, cette heure n'est plus indispensable, elle est, à son tour, supprimée par le ministre Attal, pour créer un nouveau dispositif, certainement lui aussi, indispensable. L'enseignement de la technologie et ses enseignants sont donc sacrifiés sans justification, si ce n'est le manque de moyens et d'ambition pour le service public d'éducation. Que vont devenir les professeurs de technologie à qui l'institution promettait une bienveillance sur leurs postes l'année dernière ? Quelles seront les prochaines disciplines sacrifiées pour financer les dernières annonces du Président Macron ? Comment seront financées les cours de théâtre, d'histoire de l'art ou encore d'EMC ? A cette heure, aucune consigne, aucun texte ne vient confirmer ses annonces, tout comme aucun texte réglementaire n'est venu établir une nouvelle grille horaire en 6<sup>ème</sup>. Pour la deuxième année consécutive, les conseils d'administration vont devoir se prononcer sur une répartition de moyens disciplinaires qui n'est pas conforme aux horaires réglementaires. C'est donc ça l'école de la confiance en 2024 !

Revenons à l'ordre du jour de ce CSA départemental, avec la préparation de la rentrée 2024 et les choix concernant les dotations horaires des collèges et SEGPA du Nord. La rentrée 2024 devrait donc s'effectuer avec un horaire de 25 heures par division de 6<sup>ème</sup> au lieu de 26h cette année alors que, nous le répétons, aucun nouveau texte réglementaire n'a été publié sur la structure du collège. Pour les collèges et les SEGPA du nord, cela représente 995 heures en moins dans leur dotation soit une économie de 55 ETP. Ce choix relève d'une politique nationale pour déployer, à moyens quasi constants, les groupes de niveau en 6<sup>ème</sup> et en 5<sup>ème</sup>. D'autres choix, eux, relèvent de la politique académique et départementale, comme celui de relever le seuil d'effectifs des collèges du groupe A, c'est-à-dire pour les 37 collèges du nord ayant les plus faibles IPS. La conséquence de ce changement, c'est que 19 divisions ne sont pas créées dans ces 37 établissements pour la prochaine rentrée, cela représente une perte de 488 heures, soit 27 ETP. Le H/E moyen des collèges du groupe A est donc en baisse, il passe de 1,54 à 1,51. La FSU rappelle que ce H/E était à 1,63 en 2017 avec, à l'époque, un seuil de 22,99 élèves par classe contre 23,99 l'année prochaine. Pour retrouver ce H/E et améliorer les conditions de travail des élèves et des personnels, il faudrait 1782 heures de plus dans les dotations des collèges du groupe A. Ce n'est pourtant pas le choix que vous avez fait, Monsieur le directeur académique, puisque celui-ci dégrade en premier lieu les conditions de travail et d'apprentissage dans les collèges les plus défavorisés alors que ces derniers ont vu leurs effectifs augmenter ces dernières années. La FSU n'est pas opposée à une allocation progressive des moyens qui prenne en compte les difficultés des établissements et attribue davantage de moyens aux collèges ayant les plus faible IPS sauf que ce n'est pas ce qui est fait depuis 2020. Ce sont justement les établissements les plus défavorisés qui ont perdu le plus de moyens, sans que soient, de plus, améliorées les conditions des établissements des autres groupes puisque leur H/E n'a quasiment pas varié depuis 2017.

La nouveauté pour la prochaine rentrée, c'est la mise en place de groupes de niveau en 6<sup>ème</sup> et en 5<sup>ème</sup> sur tout l'horaire disciplinaire en français et en mathématiques. Outre le fait que ce type de dispositif va à l'encontre des conclusions de toutes les études nationales et internationales de ces dernières années, il est, de plus, installé en redéployant les heures récupérées et évoquées précédemment dans cette déclaration. Ainsi, pour les collèges du Nord, les groupes de niveau, selon le mode de calcul établi, ne demandent qu'une hausse d'une vingtaine ETP pour l'ensemble des 200 collèges du Nord, soit une hausse de 0,3 % des moyens par rapport à l'année dernière. Le « choc des savoirs » du Ministre Attal s'apparente davantage à un choc des inégalités puisque, une fois votre méthode de financement des groupes de niveau décortiquée, il apparaît que beaucoup d'établissements vont avoir autant de groupes que de classes, ce qui ne coûte rien à l'institution ! En respectant la consigne d'alléger le groupe des élèves "à besoins", on se retrouve, pour les « autres groupes » composés d'élèves plus ou moins fragiles, avec des effectifs qui seront souvent plus chargés en français et en maths qu'ils ne le seront dans les autres disciplines en classe entière. Les collèges du groupe A seront d'autant plus impactés par ce principe puisque, vous avez, Monsieur le Directeur Académique, choisi de mettre plus d'élèves dans leurs groupes de niveau que dans leurs divisions en passant le seuil des effectifs des « autres groupes » à 25,49 contre 23,99 dans les classes. Une nouvelle fois, ce sont donc les collèges avec les IPS les plus faibles qui perdent le plus. Le choc des savoirs de l'ex-Ministre Attal n'a d'ambition que son nom. Faire croire, alors que la recherche dit le contraire, que des groupes de niveau sont la solution pour améliorer le niveau des élèves en maths et en français est déjà osé, mais le faire avec des groupes de niveau dont les effectifs seront très souvent pléthoriques relève de la tromperie. Quant à la mise en pratique, elle s'annonce chaotique et génératrice de désorganisation dans les établissements, ce qui va encore dégrader les conditions de travail des élèves et des personnels, des enseignants de mathématiques et de français en particulier.

Concernant l'inclusion dans les collèges du Nord, nous actons la décision d'ouvrir 7 ULIS à la rentrée 2024. Cela pourrait être une bonne chose mais ouvrir chaque année de nouvelles structures ULIS ne règle pas tous les problèmes. En premier lieu, parce que les élèves relevant de l'ULIS ne sont pas comptabilisés dans les effectifs par niveau du collège, ce que nous réclamons, et qui permettrait des ouvertures de divisions pour éviter une inclusion dans des classes déjà surchargées. Dans un second temps, nous souhaitons que les équipes puissent être formées et puissent se concerter sur temps de travail afin d'éviter qu'inclusion soit synonyme d'alourdissement de la charge de travail voire de difficultés supplémentaires pour les personnels.

Enfin, la FSU continue de réclamer la création d'un corps d'AESH au sein de la fonction publique et une rémunération à la hauteur de l'enjeu de leur mission.

Nous pourrions nous satisfaire du fait qu'aucun emploi ne soit retiré aux SEGPA du département pour la deuxième année consécutive. Or, là aussi, le mal a été fait en amont : depuis la rentrée 2017, 20 SEGPA se sont vu retirer des postes de PE. La FSU renouvelle sa demande de rétablissement des postes supprimés afin d'obtenir un fonctionnement normal de toutes les SEGPA, avec 4 divisions, de la 6<sup>ème</sup> à la 3<sup>ème</sup>.

Finalement, la prochaine rentrée dans les collèges du Nord se prépare comme les précédentes, avec toujours moins de moyens au regard des enjeux immenses qui se jouent au collège pour l'avenir des jeunes et de la société. Depuis 2017, peu importe que les effectifs augmentent ou diminuent, peu importe que les difficultés s'accroissent pour les élèves et les personnels. Les collèges publics du Nord perdent des moyens et les conditions de travail ne s'y améliorent pas. Cela représente 2772 HP en moins depuis 2017, soit 154 ETP. Dans le même temps, nous observons une hausse de 27,5% des HSA avec + 1710 heures. Aucune des réformes engagées depuis l'année dernière ne va dans le sens de ce que souhaite la FSU et de ce qui pourrait améliorer réellement les choses. Le service public d'éducation n'a pas besoin d'uniformes ou du SNU, il a besoin de moyens, il a besoin de personnels correctement formés et rémunérés. Les ambitions égalitaires et émancipatrices de l'école publique qui scolarise sans condition toute la jeunesse doivent être défendues. C'est pour cette raison, mais aussi pour continuer à dénoncer le mépris dont sont victimes les personnels de l'éducation nationale ainsi que la dégradation de leurs conditions de travail, et pour réclamer une véritable revalorisation des salaires, que la FSU appelle les collègues à se mettre en grève le 1<sup>er</sup> février et à rejoindre les manifestations dans l'académie.